

Lundi 21 septembre, la LPPR commence à être examinée en séance publique au parlement.

Aggravation de la précarité, instauration des "tenure tracks", financement darwinien par projets, revalorisation indemnitaire, toutes ces mesures de la LPPR, nocives pour tous les personnels de l'ESR, le seraient encore plus pour les femmes.

La LPPR n'est pas la solution à l'égalité Femmes-Hommes, elle est le problème.

Rassemblons nous lundi 21 septembre devant l'assemblée nationale à partir de 14h lors de la première lecture de la LPPR.

Départ groupé depuis Orsay-Ville à 12h45

De nombreuses voix se sont fait entendre pour dénoncer l'aggravation des inégalités Femmes-Hommes que produiraient les mesures envisagées par le projet de loi.

(Voir, entre autres, l'adresse à Sylvie Retailleau et Antoine Petit [ici](#))

Ému de la défaillance de l'étude d'impact sur l'égalité dans le projet de loi et lors de tout son processus d'élaboration, le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, à la suite d'une audition de spécialistes, a publié le 15 septembre un texte *Vigilance égalité - L'égalité entre les femmes et les hommes : un impensé du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche ?* - appelant les parlementaires à se saisir de cette question.

Dans son texte que vous trouverez [ici](#), avec les différents rapports des spécialistes auditionnés, le HCE, notamment:

- fait part du constat que l'impact des mesures sur les femmes n'a pas été analysé que ce soit dans la configuration des carrières, la composition des instances, l'évaluation des dispositifs, ou encore dans l'accès aux financements, ou le contenu de la recherche, **dans un contexte très inégalitaire entre les femmes et les hommes,**

- souhaite redonner toute leur visibilité aux inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes dans le monde de la recherche et **les incidences de certaines dispositions du texte de loi, apparemment neutres, mais qui risquent de segmenter plus encore le marché du travail et accentuer la précarité des femmes**

- affirme qu'une loi de programmation pluriannuelle ne peut faire l'économie d'inscrire **l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur même de son texte**